

H 455
M. JEZIAN
292000

SU 7 II 560

REPAN-BRUXELLES LE 29 AOUT 1979
RECU LE

ADRESSE DIPLOMATIE PARIS

NO 2985-88

COMMUNIQUE VIA LE DEPARTEMENT :

PAR FIL : BONN 1773-76 - LONDRES 1740-43 - MOSCOU 1278-81
WASHINGTON 1964-67

ROUTINE

DISTRIBUTION SERVICES

OBJET : L'ANNEXION DES ETATS BALTES ET LES JEUX OLYMPIQUES DE 1980

LORS DE SA REUNION DU 28 AOUT, LE REPRESENTANT ALLEMAND A APPELE L'ATTENTION DU COMITE POLITIQUE SUR LES PROBLEMES QUE SOULEVAIT LA TENUE EN 1980 DE COMPETITIONS NAUTIQUES DES JEUX OLYMPIQUES DANS LA CAPITALE DE L'ESTONIE. ON POUVAIT PENSER QUE LES SOVIETIQUES CHERCHERAIENT A TIRER PARTI DE CES MANIFESTATIONS SUR LE PLAN DE LA RECONNAISSANCE PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DE L'ANNEXION DES ETATS BALTES.

LES AUTORITES ALLEMANDES AVAIENT LE SOUCI DE FAIRE EN SORTE QUE RIEN DANS LE COMPORTEMENT DES REPRESENTANTS OFFICIELS DE LA REPUBLIQUE FEDERALE NE PUISSE ETRE INTERPRETE COMME UNE MODIFICATION DE LA POSITION DE BONN SUR LA NON-RECONNAISSANCE DE

../..

PAGE DEUX

L'ANNEXION DES ETATS BALTES PAR L'UNION SOVIETIQUE. DANS CETTE OPTIQUE, IL LEUR SEMBLAIT QUE DES DIFFICULTES SERAIENT VRAISEMBLABLEMENT RENCONTREES SI DES REPRESENTANTS OFFICIELS DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, AUTRES QUE LE CONSUL GENERAL A LENINGRAD ACCREDITE A TALLIN, DEVAIENT SE RENDRE DANS LA CAPITALE DE L'ESTONIE : AU COURS DE TELLES VISITES, DES RENCONTRES AVEC DES ORGANES LOCAUX OU AVEC DES REPRESENTANTS DE HAUT NIVEAU DU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE A TALLINN AURAIENT PEU DE CHANCE DE POUVOIR ETRE EVITEES.

DANS CES CONDITIONS, TROIS TYPES DE SOLUTIONS ETAIENT ENVISAGEABLES :

- N'ENVOYER AUCUN REPRESENTANT OFFICIEL A TALLINN ET N'ENVISAGER LA PRESENCE A TALLINN QUE DU SEUL CONSUL GENERAL DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE A LENINGRAD,

- ENVOYER DES REPRESENTANTS OFFICIELS A TALLINN, MAIS LEUR DONNER COMME CONSIGNE D'EVITER TOUT CONTACT AVEC LES ORGANES LOCAUX OU AVEC DES REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE,

- ESSAYER DE REDUIRE AU MINIMUM DE TELS CONTACTS, MAIS PARALLELEMENT, FAIRE UNE DECLARATION RESERVANT LA POSITION JURIDIQUE DU GOUVERNEMENT FEDERAL SUR LA QUESTION DE L'ANNEXION DES ETATS BALTES.

BONN N'AVAIT PAS ENCORE DETERMINE CE QUE SERAIT, EN DEFINITIVE , SON ATTITUDE MAIS PENCHAIT PLUTOT EN FAVEUR DE LA PREMIERE DES FORMULES MENTIONNEES CI-DESSUS QUI REVIENDRAIT A S'EN TENIR A LA PRATIQUE ETABLIE.

LE COMITE POLITIQUE EST CONVENU DE PROCEDER A UN ECHANGE DE VUES SUR CETTE QUESTION LORS DE SA REUNION DU 11 SEPTEMBRE. JE SERAIS RECONNAISSANT AU DEPARTEMENT DES INSTRUCTIONS QU'IL VOUDRA BIEN M'ADRESSER SUR CE SUJET AVANT CETTE DATE. 291500./.

T I N É